

Avant-propos de la Directrice générale de l'OMC



Le changement climatique représente une menace existentielle pour la vie des populations et bouleverse profondément l'activité économique et le commerce. Cette année seulement, de la corne de l'Afrique à la Chine, en passant par l'Europe et les Amériques, nous avons été témoins de hausses de températures et de sécheresses prolongées qui ont endommagé les récoltes et réduit la production d'électricité, tandis que la baisse du niveau des principaux cours d'eau a mis à mal le transport de produits industriels et agricoles. De graves inondations ont submergé un tiers du Pakistan, dévastant des cultures d'exportation essentielles et compromettant la sécurité alimentaire et économique du pays.

La crise climatique est un problème qui relève des biens communs mondiaux, et qui exige une réponse multilatérale collective et efficace. Le Rapport sur le commerce mondial 2022, consacré au changement climatique et au commerce international, se penche sur le rôle que jouent le commerce, la politique commerciale et la coopération commerciale internationale dans la lutte contre le changement climatique. Il examine comment les changements de températures et des conditions météorologiques – et la transition bas-carbone nécessaire pour contenir l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre – pourraient influencer sur le bien-être des populations et modifier les avantages comparatifs des pays.

Le rapport fait valoir que le commerce est une force positive pour le climat et un élément de la solution pour parvenir à une transition à faible émission de carbone, résiliente et juste. Si, de la production au transport, le commerce génère lui-même des émissions, il peut toutefois, de même que les politiques commerciales, accélérer la diffusion de technologies de pointe et de meilleures pratiques, et renforcer les incitations en faveur des prochaines innovations tout en créant les emplois de demain. Le rôle du commerce est essentiel pour que les investissements en faveur de l'énergie propre atteignent leur portée et leur incidence maximales, au moindre coût et là où ils sont le plus nécessaires. Ce sont là des bénéfices auxquels nous ne saurions

renoncer, en particulier à l'heure où le vaste essor de l'investissement vert dont nous avons besoin est en passe de coïncider avec une hausse des coûts réels du capital et une incertitude croissante en matière de sécurité énergétique, sous l'effet des tensions géopolitiques et de la guerre.

Le commerce et les politiques commerciales font également partie de toute stratégie d'adaptation au changement climatique bien conçue : ils aident les différents pays, en particulier les pays en développement vulnérables comme les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, à mieux faire face aux événements météorologiques extrêmes et à mieux s'en protéger, et, à plus long terme, à s'adapter aux variations de la productivité agricole et aux changements dans le cadre plus vaste de la compétitivité internationale. Au niveau mondial, ce que nous appelons la « remondialisation » – une production de marchandises et de services plus diversifiée et déconcentrée, intégrant les pays et communautés autrefois marginalisés grâce à un environnement économique adapté – favoriserait la résilience de l'approvisionnement et l'inclusion dans un monde où les chocs climatiques seront toujours plus fréquents. Ce processus permettrait de mieux gérer les risques que les mesures de relocalisation, de délocalisation proche ou de délocalisation vers des alliés.

Associé à d'autres politiques publiques, le commerce joue déjà un rôle important dans la réponse mondiale au changement climatique. Par exemple, le coût des systèmes de panneaux solaires a chuté au cours des trois dernières décennies, et environ 40% de cette baisse a été attribuée aux économies d'échelles en partie réalisées grâce au commerce international et aux chaînes de valeur. La capacité des panneaux solaires échangés dans le monde en 2017 atteignait près de 80 gigawatts, soit l'équivalent de plus de 9% de la production mondiale d'électricité.

Une plus grande ouverture du commerce des biens et services environnementaux pourrait amplifier ce rôle. L'OMC estime qu'une réduction des droits de

douane et des mesures non tarifaires visant les biens environnementaux liés à l'énergie pourrait entraîner une augmentation des exportations totales de ces produits de 5 % d'ici à 2030, tout en donnant lieu à une réduction nette des émissions de carbone. Les avantages se retrouvent également en matière d'emploi: l'Agence internationale de l'énergie estime que d'ici à 2030, le passage à l'énergie propre pourrait créer 14 millions de nouveaux postes dans ce domaine et 16 millions dans les secteurs connexes au niveau mondial.

En plus d'amplifier les incidences des politiques et des financements en faveur du climat, il est essentiel d'accroître la coopération commerciale internationale afin de gérer et de minimiser les éventuelles frictions commerciales associées à l'action climatique. Par exemple, près de 70 systèmes de tarification du carbone sont actuellement en place dans le monde. En l'absence de méthode commune pour fixer les prix et déterminer les équivalences, les mesures unilatérales visant à empêcher les fuites de carbone et la perte de compétitivité risquent fort d'alimenter les tensions commerciales et d'accroître les frais administratifs pour les entreprises et les pouvoirs publics. Des mesures climatiques non coordonnées pourraient également entraver les efforts de décarbonation en soulevant des incertitudes et en décourageant des investissements plus que nécessaires.

La multiplication des initiatives et des normes relatives à la décarbonation observée actuellement – plus de 20 normes différentes en la matière ont été élaborées pour le seul secteur de l'acier – engendre une confusion pour les producteurs et pourrait donner lieu à des frictions commerciales. De la même manière qu'elle s'emploie depuis longtemps à promouvoir la transparence des mesures touchant le commerce et à orienter la coopération vers la comparabilité, la compatibilité et l'harmonisation, l'OMC pourrait jouer un rôle en matière de tarification du carbone et de normes. L'OMC collabore avec d'autres organisations multilatérales – la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques – afin d'intégrer une dimension commerciale aux discussions et aux recherches sur les méthodes de réduction des émissions de carbone.

Une interprétation précise, prévisible et commune des mesures climatiques liées au commerce serait bien plus efficace, pour satisfaire aux besoins et aux possibilités de développement des entreprises et des consommateurs dans les pays en développement, que des coûts de transaction élevés qui s'accompagneraient d'un enchevêtrement de règles divergeant selon les marchés. Cependant, pour que la transition vers une économie à faible émission de carbone soit juste, d'autres mesures sont nécessaires,

y compris un soutien financier pour aider les régions à faible revenu à faire face et à remédier aux éventuels effets négatifs de la tarification du carbone. Il reste fort souhaitable d'atteindre l'objectif des 100 milliards d'USD pour financer l'action climatique, et une réponse forte doit être apportée d'urgence concernant les pertes et les dommages.

L'initiative Aide pour le commerce – qui s'oriente de plus en plus vers l'investissement pour le commerce – peut et devrait aider les pays en développement et les pays les moins avancés à bâtir des infrastructures commerciales essentielles qui soient respectueuses du climat. Cela permettrait de soutenir une transition bas-carbone résiliente et inclusive.

Le lancement de ce rapport coïncide avec la vingt-septième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27). J'espère qu'il ressortira de cette conférence, ainsi que d'autres instances, une voie pour la facilitation des échanges et de l'investissement qui soutienne une transition juste vers une économie à faible émission de carbone. Le financement est un élément de l'équation – mais pas le seul. Un cadre de politique commerciale efficace est nécessaire pour que l'investissement en faveur du climat se concrétise en transformation climatique. Nous devons commencer à aborder le commerce non pas comme une menace, mais comme une solution à la crise climatique.

Il est possible d'obtenir de meilleurs résultats en matière de commerce et de climat, mais nous aurons besoin d'une forte impulsion politique. Notre réussite à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC tenue en juin 2022 le montre bien: les Membres sont convenus à l'unanimité du fait que le commerce devait faire partie de la solution au changement climatique et ils ont conclu un accord sur la réduction des subventions à la pêche préjudiciables, le premier de l'Organisation à être centré sur la durabilité environnementale.

Pour ce qui est de l'avenir, l'OMC a l'occasion de mettre à profit le moment présent pour renforcer son rôle en tant qu'instance de coordination en matière de commerce et de changement climatique, remédier aux obstacles liés à la politique commerciale qui freinent la diffusion et l'utilisation de technologies à faible émission de carbone, et appuyer les changements structurels nécessaires pour décarboner l'économie mondiale. J'espère que nous tirerons le meilleur parti de cette occasion.



Dr Ngozi Okonjo-Iweala
Directrice générale